



**AFRICA CENTER
FOR STRATEGIC STUDIES**



ACSRT/CAERT

African Centre for the Study & Research on Terrorism

Élaboration de stratégies locales pour contrecarrer l'extrémisme violent (CVE) en Afrique

PROGRAMME

Janvier-février

2022



CENTRE D'ÉTUDES STRATÉGIQUES DE L'AFRIQUE

ÉLABORATION DE STRATÉGIES LOCALES POUR CONTRECARRER L'EXTRÉMISME VIOLENT (CVE) EN AFRIQUE

25-26 janvier 2022

1-2 février 2022

8-9 février 2022

15-16 février 2022

PROGRAMME

Table des matières

À propos du Centre d'études stratégiques de l'Afrique.....	4
Introduction.....	5
Carte de l'Afrique	7
Semaine 1 : Comprendre la raison d'être des plans d'action locaux CVE	8
Semaine 2 : Conception et rédaction d'un plan d'action local CVE.....	11
Semaine 3 : Mise en œuvre d'un plan d'action local CVE	14
Semaine 4 : Défis et leçons tirées du modèle kenyan de plan d'action de comté (CAP).....	16

À PROPOS DU CENTRE D'ÉTUDES STRATÉGIQUES DE L'AFRIQUE

Depuis sa création en 1999, le Centre d'études stratégiques de l'Afrique (CESA) sert de forum pour la recherche, les programmes universitaires et l'échange d'idées dans le but d'améliorer la sécurité des citoyens en renforçant l'efficacité et la responsabilité des institutions africaines, en soutien à la politique des Etats-Unis en Afrique.

VISION

La sécurité pour tous les Africains est assurée par des institutions efficaces et responsables devant leurs citoyens.

La réalisation de la vision d'une Afrique libérée de la violence armée organisée, garantie par des institutions africaines qui s'engagent à protéger les citoyens africains, est la motivation principale du CESA. Cet objectif souligne l'engagement du Centre à contribuer à des impacts tangibles en travaillant avec nos partenaires africains - militaires et civils, gouvernements et société civile, ainsi que nationaux et régionaux. Tous ont un rôle précieux à jouer pour atténuer les facteurs complexes de conflit sur le continent aujourd'hui. La responsabilité envers les citoyens est un élément important de notre vision, car elle renforce le point de vue selon lequel, pour être efficaces, les institutions de sécurité doivent non seulement être « fortes », mais également être sensibles aux droits des citoyens et les protéger.

MISSION

Faire progresser la sécurité africaine en élargissant la compréhension, en offrant une plateforme de dialogue fiable, en établissant des partenariats durables et en catalysant des solutions stratégiques.

La mission du CESA s'articule autour de la génération et de la diffusion des connaissances par le biais de nos recherches, de nos programmes universitaires, de nos communications stratégiques et de nos sections communautaires. En s'appuyant sur les expériences pratiques et les enseignements tirés des efforts de sécurité sur le continent, notre objectif est de générer des idées et des analyses pertinentes qui peuvent informer les professionnels et les décideurs politiques sur les défis urgents auxquels ils sont confrontés en matière de sécurité. Reconnaissant que les défis sérieux ne peuvent être relevés que par des échanges francs et réfléchis, le Centre d'études stratégiques de l'Afrique fournit des plateformes virtuelles et en face-à-face où les partenaires peuvent échanger leurs points de vue sur les priorités et les bonnes pratiques. Ces échanges favorisent les relations qui, à leur tour, sont maintenues au fil du temps grâce aux Chapitres communautaires du Centre, aux communautés d'intérêt, aux programmes de suivi et au dialogue permanent entre les participants et le personnel. Ce dialogue, imprégné d'expériences du monde réel et d'analyses nouvelles, offre une occasion d'apprentissage continu et catalyse des actions concrètes.

MANDAT

Le CESA est une institution du Département de la Défense des Etats-Unis établie et financée par le Congrès pour l'étude des questions de sécurité relatives à l'Afrique et servant de forum pour la recherche bilatérale et multilatérale, la communication, l'échange d'idées et la formation impliquant des participants militaires et civils. (10 U.S.C 342)

INTRODUCTION

Vue d'ensemble

Un nombre appréciable de pays africains ont développé des stratégies pour prévenir et contrecarrer l'extrémisme violent (P/CVE). Ces stratégies présentent un grand potentiel car elles permettent de fixer des priorités, de déterminer des objectifs et d'allouer des ressources financières, humaines et techniques, ainsi que d'assurer une plus grande cohérence et une meilleure coordination entre et parmi une série de parties prenantes gouvernementales et non gouvernementales qui s'efforcent d'atteindre des objectifs stratégiques pour s'attaquer aux moteurs de l'extrémisme violent dans leur contexte national et/ou régional. Ces stratégies présentent toutefois un écueil commun, à savoir qu'elles ne sont pas souvent adaptées aux nuances des contextes locaux et aux facteurs de causalité nationaux associés à l'extrémisme violent. Il en résulte un fossé entre les gouvernements nationaux qui contrôlent les stratégies nationales P/CVE et les autorités locales qui sont généralement plus au fait, sur le plan socioculturel, des attributs et des dynamiques de leurs communautés. Pour aider à combler ce fossé, le programme universitaire virtuel du Centre d'études stratégiques de l'Afrique (CESA) et du Centre africain pour l'étude et la recherche sur le terrorisme (ACSRT/CAERT) se concentre sur le développement de stratégies CVE locales, également appelées plans d'action locaux. Ce programme s'appuie sur le travail du CESA et du CAERT pour aider les responsables de la sécurité, les décideurs et les praticiens africains à développer et à mettre en œuvre des cadres et des stratégies CVE plus efficaces et inclusifs, mieux adaptés aux réalités locales.

Les plans d'action locaux de CVE peuvent contribuer à renforcer la coopération nationale-locale en « définissant clairement les objectifs, les priorités, les ressources nécessaires, les partenariats clés et des délais réalistes pour la réalisation des activités ». Ils peuvent également donner l'occasion aux communautés de mettre en place une approche ascendante de la résilience communautaire, « garantissant une stratégie cohésive et une approche coordonnée avec une compréhension commune parmi les parties prenantes locales des questions clés et de leurs responsabilités respectives. » À cet égard, le modèle kenyan des plans d'action de comté (CAP) sert de « pratique émergente » pour l'élaboration de stratégies CVE locales. Le modèle a été salué « comme un marqueur de réussite pour des programmes de prévention plus efficaces et plus localisés », mais sa mise en œuvre a été confrontée à plusieurs difficultés. Les leçons tirées de ces défis fournissent des indications précieuses pour les gouvernements et les autorités locales désireux d'élaborer leurs propres plans d'action CVE locaux.

Objectifs du programme :

1. Les participants auront une meilleure compréhension des principes et pratiques de base communs qui guident le développement de plans d'action locaux pour contrecarrer l'extrémisme violent.
2. Les participants auront un nouvel aperçu de la manière d'améliorer la coopération nationale-locale et de mettre en œuvre des stratégies et des programmes locaux pour contrecarrer l'extrémisme violent.
3. Les participants comprendront mieux le rôle que jouent les accords de collaboration en matière de sécurité entre les forces de sécurité, les responsables des autorités locales et les dirigeants communautaires dans la conception et la mise en œuvre des plans d'action locaux visant à contrecarrer l'extrémisme violent.

Approche académique

Ce séminaire de quatre semaines comprendra des présentations par un large éventail de voix - des décideurs politiques, des praticiens et des universitaires. Des séances interactives de questions-réponses suivront les présentations de chaque séance plénière. Les participants seront divisés en groupes de travail, où des animateurs possédant l'expertise et l'expérience requises dirigeront l'interaction vers des résultats concrets.

Le séminaire se déroulera en anglais, français et portugais. Afin de favoriser des discussions franches et de créer un climat de confiance entre les participants, les discussions seront menées dans le cadre d'une politique de non-attribution, ce qui signifie que les commentaires ou interventions spécifiques de tout participant ne seront pas identifiés par leur nom ou leur pays dans les résumés, rapports ou partages des connaissances acquises lors du séminaire par tout participant, orateur ou organisateurs.

Programme

Ce programme présente une vue d'ensemble des objectifs académiques et des questions politiques clés liées au développement et à la mise en œuvre de plans d'action locaux dans des contextes de contrecarrer l'extrémisme violent. Pour chaque séance, nous fournissons une brève introduction et une liste de questions à débattre. Nous incluons également une sélection d'articles, dont l'objectif principal est d'aider à cadrer les questions dans le contexte des documents académiques et politiques disponibles. Le programme couvre probablement plus de sujets et de documents que ce qui peut être suffisamment discuté dans le temps imparti. Il est utile de lire une partie ou la totalité des lectures recommandées sur le programme avant le séminaire, car ces lectures placeront les commentaires des participants et des orateurs dans un contexte approprié. Cependant, nous espérons également que vous utiliserez ces documents comme ressources même après la fin du programme, et que vous y reviendrez pour obtenir des détails pertinents.

Les documents extérieurs et le contenu académique inclus dans ce programme ne reflètent pas les vues ou la position officielle du ministère de la défense ou du gouvernement des États-Unis. Ce programme est un document pédagogique destiné à exposer les participants à une variété de points de vue et de perspectives afin de les préparer à tirer pleinement parti du programme.

Préparation du séminaire :

Avant le séminaire, nous vous encourageons à :

1. Lire ce programme.
2. Lire une partie ou la totalité des lectures recommandées.
3. Consacrer du temps à réfléchir et à répondre aux questions de discussion.
4. Réfléchir aux expériences de votre travail qu'il pourrait être pertinent de partager dans des groupes de discussion.
5. Être prêt à participer activement à des groupes de discussion et à apprendre des participants des autres pays.

Carte de l'Afrique



Map No. 4065 Rev. 7 UNITED NATIONS
November 2011

Department of Field Support
Cartographic Section

Semaine 1 : Comprendre la raison d'être des plans d'action locaux CVE

Format : Séance plénière : Mardi 25 janvier, 12h00-13h30 GMT

Groupe de discussion : Mercredi 26 janvier, 12h00-13h30 GMT

Objectifs :

- Présenter une évaluation comparative des stratégies nationales afin de déterminer si et comment elles s'alignent sur les nuances des contextes locaux et les facteurs de causalité nationaux associés à l'extrémisme violent.
- Illustrer comment les plans d'action locaux CVE peuvent aider à combler le fossé entre l'élaboration des politiques au niveau national et les praticiens communautaires de première ligne qui sont généralement plus en phase avec les attributs et la dynamique de leurs communautés sur le plan socioculturel.
- Expliquer comment les plans d'action locaux permettent une plus grande appropriation locale et assurent la mise en place d'une approche ascendante de la résilience communautaire.

Contexte

Plusieurs pays africains ont élaboré ou sont en train d'élaborer des stratégies pour prévenir et contrecarrer l'extrémisme violent. Toutefois, malgré ces stratégies, des progrès notables dans la lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme font encore défaut dans de nombreuses régions du continent. Certaines critiques soulignent que certaines de ces stratégies restent de simples « exercices sur le papier » ou reposent sur des « approches types » qui « ne correspondent pas nécessairement aux nuances du contexte spécifique de leur pays ou aux véritables facteurs de causalité de l'extrémisme violent au niveau national ». ¹ D'autres soulignent les lacunes existantes au sein des gouvernements nationaux pour « comprendre les systèmes, les structures et les processus » ² nécessaires pour rectifier la coopération souvent faible entre les différents niveaux d'acteurs (nationaux et locaux) et les autres groupes de parties prenantes (société civile, jeunes, femmes, secteur privé) dans les programmes et les interventions CVE. La persistance des obstacles à la collaboration aggrave le manque de compréhension entre les acteurs nationaux et locaux, les acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux, et les forces de l'ordre et les communautés locales. ³ Cela prive les pays d'exploiter les avantages comparatifs que ces différents niveaux d'acteurs peuvent apporter à la conception et à la mise en œuvre des programmes CVE. Il est essentiel de répondre à ces préoccupations et à ces lacunes pour améliorer les stratégies CVE existantes, conformément à la validité des processus et des preuves empiriques qui ont conduit à leur élaboration et à leur adoption.

Les orientations internationales et les bonnes pratiques émergentes sur le continent africain soulignent toutes la nécessité de combler le vide entre le national et le local. Après tout, les défis de l'extrémisme violent que les acteurs et les stratégies nationaux cherchent à relever sont locaux, ce qui rend impératif de localiser les stratégies CVE, en veillant à ce que les plans des gouvernements

¹ <https://www.globalcenter.org/wp-content/uploads/2019/10/GCCS-2019-National-Strategies-Prevent-Counter-Violent-Extremism-Independent-Review.pdf>

² <https://www.thegctf.org/Portals/1/Documents/Framework%20Documents/2020/GCTF%20Memorandum%20on%20Good%20Practices%20on%20Strengthening%20NLC%20in%20PCVE.pdf?ver=2020-09-29-100315-35>

³ Ibid

nationaux soient informés « par les pratiques et les perspectives locales » et que l'action locale soit « conforme aux cadres nationaux ». ⁴ Cette approche reconnaît le rôle essentiel que les autorités locales et les acteurs de la société civile peuvent jouer dans la conception et la mise en œuvre d'approches, de plans et de stratégies multi-agences et multipartites pour contrecarrer l'extrémisme violent. Cette importance se traduit par le nombre croissant de gouvernements infranationaux et de villes qui élaborent des plans d'action locaux pour lutter contre l'extrémisme violent. Les plans d'action locaux donnent l'occasion aux pays de « décentraliser leur approche » en s'attaquant à des problèmes qui sont souvent propres à chaque communauté. Ils permettent également aux autorités locales d'utiliser leur « pouvoir de rassemblement en intégrant les activités de prévention et de lutte contre la violence domestique dans des plans de développement plus larges et en adoptant une approche à l'échelle de la ville ». ⁵ Ces plans « doivent découler du cadre national et être cohérents avec celui-ci ». ⁶ Au Kenya, par exemple, c'est le gouvernement national qui a mandaté la création de plans d'action locaux « et des mécanismes et structures de coordination locale qui les accompagnent ». ⁷

Questions de discussion :

- Comment évaluez-vous le niveau d'efficacité d'une stratégie nationale CVE dans votre pays ?
- Quels sont les obstacles que rencontrent les autorités locales pour s'engager dans la lutte contre l'extrémisme violent ?
- Existe-t-il des approches prometteuses et des enseignements tirés qui permettent de relever des défis spécifiques à la coopération nationale-locale ?
- Voyez-vous une utilité aux plans d'action locaux pour contrecarrer l'extrémisme violent et pourquoi ?

Lectures recommandées :

Patricia Crosby et Dominic Pkalya, “Developing and Implementing Local Action Plans for P/CVE in East Africa : SCN Toolkit with lessons from Kenya”, The Institute for Strategic Dialogue (ISD) & Strong Cities Network (SCN), 13 mai 2021, pp : 5-13,

Anglais : https://www.isdglobal.org/wp-content/uploads/2021/08/SCN-EA-LAP-Toolkit_EN.pdf

Français : https://www.isdglobal.org/wp-content/uploads/2021/08/SCN-EA-LAP-Toolkit_FR.pdf

Forum mondial contre le terrorisme, “Executive Summary of the National-Local Cooperation Memorandum”, septembre 2020,

Anglais :

<https://www.thegctf.org/Portals/1/Documents/Framework%20Documents/2020/Executive%20>

⁴ https://www.resolvenet.org/system/files/2021-09/RSVE%20Policy%20Note_Rosand_September%202011_0.pdf

⁵ https://www.isdglobal.org/wp-content/uploads/2021/08/SCN-EA-LAP-Toolkit_EN.pdf

⁶ <https://www.globalcenter.org/wp-content/uploads/2021/07/GCCS-PB-Civil-Society-Inclusion-National-Frameworks-Prevent-Counter-Violent-Extremism-2021.pdf>

⁷ https://www.isdglobal.org/wp-content/uploads/2021/08/SCN-EA-LAP-Toolkit_EN.pdf

[Summary_Memorandum%20on%20Good%20Practices%20on%20Strengthening%20NLC%20in%20PCVE.pdf?ver=2020-09-29-100320-737](https://www.thegctf.org/Portals/1/Documents/Framework%20Documents/2020/Executive%20Summary_Memorandum%20on%20Good%20Practices%20on%20Strengthening%20NLC%20in%20PCVE.pdf?ver=2020-09-29-100320-737)

Français :

https://www.thegctf.org/Portals/1/Documents/Framework%20Documents/2020/Executive%20Summary_Memorandum%20on%20Good%20Practices%20on%20Strengthening%20NLC%20in%20PCVE%20FR.pdf?ver=2020-10-01-134520-907

Lectures complémentaires :

David Dews, “A ‘Whole of Society’ Approach ? Exploring Civil Society Inclusion in National Frameworks to Prevent and Counter Violent Extremism”, Global Center, juillet 2021,

<https://www.globalcenter.org/wp-content/uploads/2021/07/GCCS-PB-Civil-Society-Inclusion-National-Frameworks-Prevent-Counter-Violent-Extremism-2021.pdf>

Steven Fève & David Dews. National Strategies to Prevent and Counter Violent Extremism: An Independent Review, Global Center on Cooperative Security, 2019. Disponible en ligne à l'adresse suivante :

<https://www.globalcenter.org/wp-content/uploads/2019/10/GCCS2019-National-Strategies-Prevent-Counter-Violent-Extremism-Independent-Review.pdf>

Carlsson, Yngve. Violent Extremism: Prevention of a wicked problem – the role of local authorities.

Oslo : Centre de recherche sur l'extrémisme, septembre 2017. <https://www.sv.uio.no/c-rex/english/publications/crex-working-paper-series/Violent-extremism-working-paper-2-2017.pdf>

Semaine 2 : Conception et rédaction d'un plan d'action CVE local

Format : Séance plénière : Mardi 1er février, 12h00-13h30 GMT

Groupe de discussion : Mercredi 2 février, 12h00-13h30 GMT

Objectifs :

- Discuter des principes directeurs clés dans le développement de plans d'action locaux CVE
- Expliquer le processus et les étapes pratiques de la conception et de la rédaction d'un plan d'action local CVE
- Partager certains des défis rencontrés pour s'assurer que les plans d'action locaux CVE sont holistiques, inclusifs et réalisables.
- Partager certaines des leçons essentielles apprises au cours des processus de développement des plans d'action CVE locaux.

Contexte

Les approches locales visant à contrecarrer l'extrémisme violent constituent l'épine dorsale des efforts déployés par les États pour s'attaquer aux facteurs sous-jacents du phénomène. Pourtant, les connaissances sur la façon dont les stratégies nationales CVE sont traduites en actions au niveau local sont limitées. Jusqu'à présent, nous avons peu d'idées sur la façon dont les efforts coopératifs et coordonnés entre et parmi les acteurs gouvernementaux et les acteurs non gouvernementaux sont établis et intégrés dans les plans d'action CVE nationaux et locaux. Il y a encore des lacunes distinctes sur la façon dont les agences gouvernementales pertinentes (comités de sécurité nationale, la police et les ministères de l'intérieur, du travail, de l'éducation, pour n'en citer que quelques-uns) et les acteurs non gouvernementaux sont intégrés dans les étapes de conceptualisation, de développement, de mise en œuvre et de suivi des activités et des programmes CVE. Des lacunes subsistent également dans la compréhension de la manière dont les plans d'action locaux en matière de CVE sont planifiés, conçus et mis en œuvre. Il n'y a pas beaucoup de pays dans le monde, en particulier dans les pays du Sud, qui ont développé des plans subnationaux. En Afrique, à l'exception du Kenya, qui dispose des plans d'action locale les plus complets, seule une poignée de pays ont développé des politiques ou des stratégies qui englobent certains éléments des plans d'action locale. Ces derniers nécessitent l'engagement d'un certain nombre de parties prenantes à plusieurs niveaux. Comprendre comment ces acteurs interagissent dans un cadre spécifique et les rôles qu'ils jouent dans la réalisation d'un objectif commun est essentiel au développement d'un renforcement durable des capacités CVE au niveau local. En fin de compte, les plans CVE locaux doivent s'imbriquer dans les stratégies CVE nationales pour s'attaquer aux conditions structurelles qui contribuent à l'extrémisme violent.

Naturellement, tous les comtés, municipalités, provinces ou États n'ont pas besoin d'élaborer des plans d'action locaux pour le CVE. Pour ce faire, il faut d'abord procéder à une évaluation des risques afin de cartographier et d'analyser le niveau et les degrés de la menace et les circonstances contextuelles. Une menace globale aiguë peut nécessiter l'élaboration d'un plan d'action local. Il n'existe pas de modèle unique pour l'élaboration de ces plans. Il existe cependant des principes et des considérations clés qui devraient faire partie de tout plan d'action local réussi. Ce dernier doit être ancré dans une approche globale de la ville, multisectorielle, fondée sur des données probantes et dirigée par la communauté, « le gouvernement local jouant un rôle de coordination ». Il doit également être financièrement viable, « intégré aux structures et budgets existants dans la

mesure du possible », et bénéficier de l'adhésion politique des parties prenantes gouvernementales aux niveaux national et local. Les plans d'action locaux de CVE doivent également avoir « un objectif clair et des résultats réalisables » et être « ancrés dans la législation ou les cadres politiques locaux ». ⁸

Questions de discussion :

- Votre pays dispose-t-il de stratégies locales pour contrecarrer l'extrémisme violent ? Si oui, comment ont-elles été élaborées et sont-elles liées aux politiques nationales de lutte contre l'extrémisme violent ? Si ce n'est pas le cas, quel est le niveau et l'étendue de l'engagement des parties prenantes locales dans la conceptualisation et le développement des activités et des politiques de lutte contre l'extrémisme violent ?
- Quelles sont les mesures pratiques prises pour s'assurer que toutes les parties prenantes, en particulier les femmes, les jeunes, la société civile et les groupes d'opposition, ont été consultées lors de la rédaction d'une stratégie CVE ou d'un autre cadre national pertinent dans votre pays ?
- Quelles sont les mesures pratiques prises pour assurer une coordination et une collaboration efficaces entre les parties prenantes nationales et locales lors de la rédaction d'une stratégie CVE ou d'un autre cadre national pertinent dans votre pays ?
- Quelle est l'expérience de votre pays en matière de compromis lorsqu'il y a des points de vue et des intérêts différents et conflictuels au cours du processus de l'élaboration d'une stratégie CVE ou d'un autre cadre national pertinent ?

Lectures recommandées :

Patricia Crosby et Dominic Pkalya, “Developing and Implementing Local Action Plans for P/CVE in East Africa : SCN Toolkit with lessons from Kenya”, The Institute for Strategic Dialogue (ISD) & Strong Cities Network (SCN), 13 mai 2021, pp : 5-27.

Anglais : https://www.isdglobal.org/wp-content/uploads/2021/08/SCN-EA-LAP-Toolkit_EN.pdf

Français : https://www.isdglobal.org/wp-content/uploads/2021/08/SCN-EA-LAP-Toolkit_FR.pdf

Eric Rosand, “20 Years After 9/11: Why Cities Matter More than Ever When it Comes to Preventing and Countering Violent Extremism,” Resolve Network, 16 septembre 2021,

https://www.resolvenet.org/system/files/2021-09/RSVE%20Policy%20Note_Rosand_September%202011_0.pdf

Lectures complémentaires :

Centre d'études stratégiques de l'Afrique [Boîte à outils de la SNDD](https://africacenter.org/wp-content/uploads/2021/01/National-Security-Strategy-Development-in-Africa-Toolkit-for-Drafting-and-Consultation-Africa-Center-for-Strategic-Studies.pdf): Phase 3&4, Pages : 22-34, Section 3, Pages : 44-49. <https://africacenter.org/wp-content/uploads/2021/01/National-Security-Strategy-Development-in-Africa-Toolkit-for-Drafting-and-Consultation-Africa-Center-for-Strategic-Studies.pdf>

⁸ ibid

Malmros, Robin Andersson. "Translating Ideas into Actions: Analyzing Local Strategic Work to Counter Violent Extremism." *Democracy and Security*, 5 septembre 2021. <https://doi.org/10.1080/17419166.2021.1971524>.

Muro, Diego, ed. *Resilient Cities. Countering Violent Extremism at Local Level*. Barcelona Centre for International Affairs, septembre 2017. <http://doi.org/10.24241/ResilientCities>.

Rosand, Eric, et Ian Klaus. "It Happens on the Pavement: Putting Cities at the Center of Countering Violent Extremism." Brookings Institution, 1er juin 2016, <https://www.brookings.edu/blog/order-fromchaos/2016/06/01/it-happens-on-the-pavement-putting-cities-at-the-center-of-countering-violentextremism/>.

Semaine 3 : Mise en œuvre d'un plan d'action CVE local

Format : Séance plénière : Mardi 8 février, 12h00-13h30 GMT

Groupe de discussion : Mercredi 9 février, 12h00-13h30 GMT

Objectifs :

- Comprendre comment les plans d'action locaux CVE définissent les responsabilités pour sa mise en œuvre.
- Expliquer les différentes sources de financement des plans d'action locaux.
- Partager certains des défis les plus courants lors de la mise en œuvre d'un plan d'action local et comment ces défis peuvent être surmontés.
- Reconnaître l'importance de la flexibilité et de la capacité d'adaptation dans la mise en œuvre d'un plan d'action local

Contexte :

Les séances précédentes ont examiné divers aspects du processus de formulation stratégique des plans d'action locaux pour contrecarrer l'extrémisme violent. Cette séance abordera leur mise en œuvre. La mise en œuvre des plans d'action locaux nécessite une coordination multisectorielle entre les différentes agences et acteurs étatiques, « y compris les législateurs locaux et nationaux, ainsi que les acteurs non étatiques ».⁹ Les plans d'action locaux doivent désigner les rôles et les responsabilités des institutions chargées de réaliser les objectifs, ainsi que les mécanismes de coordination de leurs activités et décisions. Certains rôles sont définis par la législation. Une fois les rôles et les responsabilités clairement définis, il faut délimiter les rôles primaires et secondaires. Souvent, les structures de coordination comprennent un comité de coordination multisectoriel qui supervise la mise en œuvre du plan d'action local. Ce comité, également appelé réseau local de prévention, est composé de représentants du gouvernement national et local ainsi que d'autres parties prenantes. Chaque année, le réseau local de prévention responsable de la mise en œuvre du plan d'action local doit créer un plan de travail « qui définit les résultats et les activités de la manière dont il travaillera pour atteindre l'objectif et les résultats ».¹⁰

Les stratégies de mise en œuvre pour chaque activité peuvent contenir des indicateurs de performance clés et des méthodes de vérification. Toutes les activités doivent également être entièrement financées. Même si les ressources sont rares, les plans d'action locaux « devraient être intégrés dans les ressources financières existantes autant que possible ».¹¹ Les gouvernements locaux et nationaux peuvent intégrer les priorités du plan d'action local « dans leurs plans sectoriels existants », en veillant « à ce qu'elles soient prévues et budgétisées dans les budgets annuels ». Il existe d'autres options de financement que les plans d'action locaux peuvent exploiter pour maximiser les ressources existantes, notamment grâce au soutien du secteur privé. En fin de compte, quelle que soit la forme que prend un plan de mise en œuvre spécifique, il doit être flexible et adaptable. Ce document doit reconnaître la nature changeante du paysage sécuritaire et fournir aux ministères et agences concernés les ressources nécessaires pour s'adapter et réagir en

⁹ Ibid

¹⁰ Ibid

¹¹ Ibid

conséquence. Il est donc essentiel de « revoir et d'actualiser » les plans d'action locaux « afin d'y intégrer les leçons tirées, les changements de contexte et toute modification des structures de coordination ou des plans de mise en œuvre ». ¹²

Questions de discussion :

- Avez-vous été impliqué dans la mise en œuvre d'une stratégie CVE ou de toute autre stratégie de sécurité dans votre pays ? La politique ou la stratégie a-t-elle été mise en œuvre avec succès ? A-t-elle donné les résultats escomptés ? Pourquoi ou pourquoi pas ? Veuillez partager votre expérience.
- Quelles sont les conditions ou les outils nécessaires à la mise en œuvre des stratégies CVE au niveau local dans votre pays (stratégie actuelle ou future) ?
- Pensez-vous que les plans d'action locaux pour contrecarrer l'extrémisme violent peuvent aider à améliorer la mise en œuvre des stratégies ou des cadres nationaux CVE ?

Lectures recommandées :

Patricia Crosby et Dominic Pkalya, "Developing and Implementing Local Action Plans for P/CVE in East Africa : SCN Toolkit with lessons from Kenya", The Institute for Strategic Dialogue (ISD) & Strong Cities Network (SCN), 13 mai 2021, pp : 28-35,

Anglais : https://www.isdglobal.org/wp-content/uploads/2021/08/SCN-EA-LAP-Toolkit_EN.pdf

Français : https://www.isdglobal.org/wp-content/uploads/2021/08/SCN-EA-LAP-Toolkit_FR.pdf

Artur Bala, "Bottom-Up Approach to Countering Violent Extremism in Tunisia," Search for Common Ground, July 2018, https://www.sfcg.org/wp-content/uploads/2018/07/Final_External_Evaluation_Report_on_Bottom-Up_Approaches_to_CVE_Project_-_SFCG_Tunisia.pdf

Lectures complémentaires :

Centre d'études stratégiques de l'Afrique [Boîte à outils de la SNDD](#): Phase 7, Pages : 40-42.

<https://africacenter.org/wp-content/uploads/2021/01/National-Security-Strategy-Development-in-Africa-Toolkit-for-Drafting-and-Consultation-Africa-Center-for-Strategic-Studies.pdf>

"The role of cities in preventing and countering violent extremism in East and West Africa," The Strong Cities Network, juin 2017, https://strongcitiesnetwork.org/en/wp-content/uploads/2017/10/SCN-Assessment-Report_East-and-West-Africa_June17.pdf

Eya Jrad, "Promoting Civilian Engagement in Security Sector Reform Processes in Tunisia," Mid Term Evaluation Report (October 01, 2015 to March 31, 2018), Search for Common Ground, February 2020, https://www.sfcg.org/wp-content/uploads/2020/02/Midterm_Eval_SSR_29_08.pdf

¹² Ibid

Akinola Olojo, "Making sense of resilience in the Boko Haram crisis," Institute for Strategic Studies, June 2020, <https://issafrica.s3.amazonaws.com/site/uploads/war-30.pdf>

Semaine 4 : Défis et leçons tirées du modèle de plan d'action du comté (CAP) du Kenya

Format : Séance plénière : Mardi 15 février, 12h00-13h30 GMT

Groupe de discussion : Mercredi 16 février, 12h00-13h30 GMT

Objectifs :

- Fournir une compréhension plus large des différents acteurs impliqués pour contrecarrer l'extrémisme violent au Kenya.
- Évaluer l'évolution des approches adoptées par les acteurs étatiques et non étatiques pour contrecarrer l'extrémisme violent au Kenya.
- Discuter de la façon dont l'adoption d'approches locales pour contrecarrer l'extrémisme violent peut contribuer à des résultats durables.
- Examiner le lien entre la stratégie nationale pour contrecarrer l'extrémisme violent (NSCVE) et les plans d'action de comté (CAP), et comment ils soutiennent la mise en œuvre de la NSCVE.
- Partager certains des défis communs lors de la mise en œuvre du CAP kenyan et comment ces défis peuvent être surmontés.

Contexte

L'expérience du Kenya en matière d'attentats terroristes tragiques a commencé avec les camions piégés qui ont explosé en 1998 à l'ambassade américaine de Nairobi. Depuis lors, la menace a évolué et a été supplantée par le groupe extrémiste violent basé en Somalie, Al-Shabaab. Ce dernier a soumis le Kenya à la plupart de ses frappes en dehors de la Somalie, attaquant le personnel gouvernemental et de sécurité opérant le long de la frontière entre le Kenya et la Somalie ainsi que les civils du nord-est du Kenya, en particulier les non-locaux et les individus soupçonnés d'être des espions du gouvernement. En réponse à ces attaques, notamment l'attentat terroriste meurtrier de 2013 contre le centre commercial Westgate de Nairobi et l'horrible tuerie de 2015 de 148 étudiants à Garissa, qui fait frontière avec la Somalie, le Kenya a investi des ressources importantes dans sa lutte contre l'extrémisme violent. En 2016, le pays a dévoilé la stratégie nationale pour contrecarrer l'extrémisme violent (NSCVE). Outre la reconnaissance de la nécessité d'adopter une approche multisectorielle en matière de CVE, la nouveauté de la stratégie nationale de lutte contre l'extrémisme violent (NSCVE) réside dans le fait qu'elle charge les comtés de développer leurs propres plans d'action (CAP). Aujourd'hui, le Kenya « est l'un des seuls pays au monde à disposer de plans d'action locaux mandatés par le gouvernement national et de mécanismes et structures de coordination locale qui les accompagnent ».¹³ Le résultat est que chaque comté du Kenya a développé son propre plan d'action ainsi qu'un forum d'engagement du comté (CEF). Ce dernier est « l'organe responsable de la mise en œuvre du CAP, et il est coprésidé par le commissaire du comté et le gouverneur ». Le forum comprend également plusieurs parties prenantes du gouvernement et du secteur non gouvernemental.

¹³ Ibid

Ces innovations ont permis d'améliorer la coopération et la coordination entre et parmi plusieurs agences et acteurs aux niveaux national et départemental. Ces réalisations ont fait du modèle kenyan des CAP une « pratique émergente » en matière de programmes localisés de CVE. La mise en œuvre des CAP s'est toutefois heurtée à plusieurs difficultés, notamment « des priorités concurrentes au niveau du gouvernement du comté et le manque de ressources du côté de la société civile ». ¹⁴ Les leçons tirées de ces défis fournissent des indications précieuses pour les gouvernements et les autorités locales désireux d'élaborer leurs propres plans d'action CVE locaux.

Questions de discussion :

- Quels sont les principaux acteurs impliqués dans la lutte contre l'extrémisme violent dans votre pays ?
- Comment établir un équilibre approprié entre le leadership national et l'appropriation locale dans l'élaboration et la mise en œuvre des plans d'action CVE locaux ?
- Comment surmonter les défis qui ne manqueront pas de se présenter lorsqu'il s'agira d'élargir l'appropriation des politiques et des stratégies CVE au-delà des acteurs gouvernementaux pour inclure un éventail d'acteurs non gouvernementaux ? Comment réussir à résoudre les problèmes liés au manque de confiance et à l'absence de consensus sur la manière de comprendre l'extrémisme violent, ainsi que ceux liés au manque de capacités et d'expertise ou « centrés sur la réticence de certains gouvernements nationaux à céder le contrôle ou les ressources sur ce qu'ils perçoivent comme des préoccupations de sécurité nationale, offrant peu d'opportunités aux dirigeants et aux praticiens de la ville de contribuer à la formulation des politiques ou des programmes nationaux de P/CVE ».
- Quels sont les leçons tirées des difficultés de mise en œuvre du modèle CAP kenyan, et comment ces leçons peuvent-elles aider les gouvernements nationaux et locaux dans leurs efforts pour élaborer des stratégies locales pour contrecarrer l'extrémisme violent ?

Lectures recommandées :

Roba D Sharamo et Adan A Mohamed, "Countering violent extremism in Kenya: Experiences and innovations," Institute for Security Studies, December 2020, <https://issafrica.s3.amazonaws.com/site/uploads/ear-36.pdf>

Michael Jones, "A Template for the Global South ? Understanding the Promises and Pitfalls of Preventing/Countering Violent Extremism in Kenya", Royal United Services Institute for Defence and Security Studies, 17 décembre 2020, https://static.rusi.org/250_ei_pcve_kenya_web_version.pdf.

Lectures complémentaires :

Dominic Pkalya, "Kenyan Stakeholders Call for Implementation of Local Action Plans to Stem Youth Radicalisation and Extremism", Strong Cities Network (SCN), 15 janvier 2021. Disponible en ligne à l'adresse suivante : <https://strongcitiesnetwork.org/en/kenyan-stakeholders-call-for-implementation-of-local-action-plans-to-stem-youth-radicalisation-and-extremism/>

¹⁴ Ibid